

## Martine Cécile Ngo Nyemb-Wisman, présidente de l'asbl FINS

### Positionner la femme du nord et du sud comme citoyenne du monde, sujet de son histoire et acteur du développement durable

**D'**origine camerounaise, Martine-Cécile Ngo Nyemb-Wisman, présidente-fondatrice de l'asbl Femmes Interface Nord Sud, associe recherche doctorale et thématique sur le genre, le développement et l'engagement sur le terrain au Cameroun, en faveur des femmes précarisées et discriminées. Elle y réalise des actions concrètes dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la formation, de la promotion des droits économiques et sociaux. Son objectif est de contribuer à positionner la femme du nord et du sud comme citoyenne du monde et acteur du développement durable.

**Quel cheminement avez-vous suivi pour en arriver à la nécessité de concilier recherche scientifique et action comme processus ?**

Après treize années passées en France où j'ai suivi des études en administration économique et sociale, je suis venue en Belgique poursuivre mes études. Je me suis interrogée sur le sens que je voulais donner à mon engagement par rapport à l'Afrique. J'ai obtenu une licence en sciences politiques, option relations internationales et un diplôme de 3<sup>e</sup> cycle en études du développement (conception et formulation des projets de développement) à la faculté des sciences économiques, sociales et politiques de l'université catholique de Louvain. Depuis 2008, je mène une recherche doctorale en lien avec la thématique du genre et du développement.

De 2000 à 2008 j'ai occupé la fonction d'administrateur délégué à la Fawkes Belgium et, depuis 2009, je suis conseillère en stratégie de communication et de co-développement à Aquila Beheer B.V. Parallèlement j'anime des conférences sur des sujets de société et d'actualité.

**Vous vous êtes interrogée sur le sens de votre engagement par rapport à l'Afrique ?**

C'est après la naissance de mon fils, il y a douze ans, que je me suis interrogée sur mon départ d'Afrique et la portée que je voulais y apporter. J'ai pensé l'héritage que je voulais laisser à mon fils métis. Ce déclic m'a renvoyée à la question du développement en Afrique. Je me suis demandé pourquoi, après tant d'années d'indépendance, on en est encore à dire que l'Afrique est en voie de développement. En licence, j'ai fait une étude sur la démocratisation au Cameroun. La question des femmes me paraissait évidente car elles sont non seulement discriminées dans les choix politiques mais également en termes de pauvreté et de précarité. Les femmes sont marginalisées, sous tutelle des hommes, précarisées et discriminées dans leurs droits. Comment peut-on envisager le développement quand 52 % de la population est marginalisée ? Quelles réponses concrètes et appropriées apporter pour lutter contre la



Martine Cécile Ngo-Nyemb-Wisman, présidente-fondatrice de la FINS

fémémisation de la pauvreté, la situation de souffrance, de violence, d'iniquité et d'inégalités de chances entre les genres ?

**D'où votre engagement sur le terrain ?**

En 1999 déjà, j'ai cofondé un centre médico-social, la maternité dispensaire Sainte-Rita dans une zone géographique socialement défavorisée à Pk12 Bassa-Douala. Sainte Rita est une création personnelle, une réponse du cœur. Je n'ai jamais bénéficié d'aide publique mais les représentants de l'État, qui doivent défendre la cause de la société civile, ont parfois des exigences qui vont à l'encontre de l'éthique. La maternité tourne grâce à des fonds privés. En partenariat avec le ministère de la Santé du Brésil, une action de donation de la tisane antimalaria a eu lieu en 2008 à titre expérimental au centre médico-social Sainte-Rita. En 2004, j'ai collaboré bénévolement sur la formation, l'éducation et la resocialisation des jeunes filles de la rue à l'ermitage Saint-Joseph à Douala.

**La création de l'asbl Femmes Interface Nord Sud (FINS) a donc été la suite logique de ce questionnement interne ?**

Créée en 2008, l'association s'intègre dans le choix de ma recherche doctorale, à savoir quelles sont les réponses concrètes que l'on peut donner à la marginalisation des femmes en Afrique ? Elle sert d'interface entre le Nord et le Sud, est active par rapport à la problématique des femmes migrantes. FINS est l'officialisation d'une action ciblée sur les femmes. Elle promet la condition de la femme au travers des stratégies efficaces en terme d'intégration dans le processus de développement durable. La

stratégie consiste à casser le paradigme de la femme dans un contexte patriarcal, à identifier les logiques d'actions et les stratégies lui permettant d'être une actrice incontournable du développement. Cela passe par le renforcement des droits économiques et sociaux, l'autonomie, l'indépendance financière grâce à l'octroi de microcrédits et à partir de là, la défense d'autres droits. L'estime de soi, le renforcement des capacités financières par des activités génératrices de revenus entraînent,

directement la responsabilisation des femmes. On ne peut pas penser la promotion de la femme sans formation et éducation. On ne peut pas proposer des modules que sur des activités génératrices de revenus, il faut aussi donner du sens à l'être, ce que les philosophes appellent «accoucher de l'esprit ». Cela nécessite une connaissance du système qui justifie le patriarcat et prédispose les femmes à la soumission. Comment sortir du dogmatisme de l'éducation traditionnelle et ancestrale qui chosifie les femmes par rapport à l'homme ? Il faut que les femmes se définissent comme actrices de leur histoire tout en renforçant leur autonomie. Nous sommes dans un rapport holistique, un endoctrinement socio-culturel que l'on ne peut briser que par une stratégie novatrice.

**Quelle est cette stratégie novatrice ?**

Il s'agit de la conception et la modélisation du projet Micro-Financement-Formation-Parrainage (MFFP). Dans le domaine de la promotion des droits économiques et sociaux des femmes, le lancement du projet de microcrédit a démarré le 25 mars 2009 à Yaoundé. L'identification du groupe cible, à savoir les femmes Bayam-Sellam, est basée sur l'analyse du contexte. En effet ces femmes développent déjà des activités génératrices de revenus, ont déjà l'esprit d'entrepreneuriat, car la pratique de l'économie dite populaire ou de "subsistance" fait appel à des stratégies de survie dans un objectif de satisfaction des besoins pratiques et stratégiques. Nommé printemps de la solidarité, le projet a donc démarré avec des femmes de dix marchés populaires de Yaoundé et des

Suite en page suivante

environs. Il consiste en une subvention d'un montant total de 11 500 euros soit 7 000 000 de FCFA, accordée à soixante-dix femmes sous forme de prêts sans intérêt pour appuyer leurs activités génératrices de revenus et contribuer ainsi au renforcement de leur pouvoir économique. La moyenne des femmes rencontrées ont sept enfants et vivent avec moins de trois euros par jour.

Les femmes ont été choisies par des experts selon des critères bien précis. Le seuil de capital investi ou à investir est inférieur à 100 000 FCFA, soit 155 euros. Encore une fois, il s'agit d'une initiative privée financée grâce à des dons et soutiens d'amis. Tous les dons vont directement aux femmes. Sur 100 000 FCFA sans intérêt on prélève 5 % pour la gestion des comptes bancaires. Le remboursement de ce prêt se fait en quatre tranches de 25 000 FCFA, chacune. Il s'agit d'un programme quinquennal. Chaque année on double le prêt. Ce projet vise à contribuer à la réduction des inégalités économiques et des injustices sociales liées au genre dans les zones d'intervention. Le microcrédit en tant que lutte contre la pauvreté a déjà fait ses preuves. C'est l'utilisation de l'outil qui pose problème car certains l'utilisent pour s'enrichir. Nous faisons du microfinancement sans intérêts. Cela m'emmène à m'interroger sur la dynamique des institutions financières qui peuvent accorder des prêts de 10-15 %. Comment les pauvres peuvent-ils s'intégrer dans le développement de l'humanité de cette manière ?

#### **Le projet dispose-t-il d'un module de formation et d'accompagnement ?**

Le projet s'articule autour des actions de formation, d'information, de sensibilisation, de lobbying, ainsi que de renforcement des capacités des femmes. Avec l'obtention du prêt, les femmes ont l'obligation de suivre une formation dispensée par des experts FINS sur place. Il s'agit d'un module de deux fois quatre heures selon la demande des femmes et portant sur la gestion des stocks et la communication. Les cours se donnent en français car, mêmes analphabètes, les femmes parlent un minimum de français au Cameroun. Il y a également un système de parrainage organisé autour d'un mécanisme de solidarité intrafamiliale : les femmes ont droit au microcrédit si elles se définissent comme actrices solidaires. Cela signifie qu'elles doivent repérer dans leur entourage des femmes à parrainer, qui peuvent être bénéficiaires du microcrédit. On introduit une notion de confiance et de responsabilité. Plusieurs activités sont prévues et ont été menées depuis le mois de mars dernier, et leur pérennisation dans le cadre de la stratégie quinquennale devrait contribuer à sortir, à moyen et long termes, les femmes de l'ombre, passer de la micro-initiative à la méso-initiative à travers la création d'une coopérative appelée "Centrale d'achat Bayam-Sellam".

#### **Comment s'effectuent le suivi et l'évaluation du projet sur le terrain ?**

Le projet Micro-Finance-Formation-Parrainage a un volet important en matière d'accompagnement et de suivi des bénéficiaires. En ce sens, j'ai effectué une mission de suivi-évaluation à Yaoundé au Cameroun, du 18 au 29 septembre 2009, six mois après la mise en place du projet,

afin de mesurer les effets et l'impact du projet sur les Bayam-Sellam bénéficiaires des prêts sociaux. Sur la base d'entretiens individuels et d'ateliers, nous avons récolté quelques éléments indicateurs de la performance et de la réussite du projet. Il s'agissait en outre d'identifier les forces et les faiblesses dans la réalisation du projet. Afin de valoriser les femmes, à l'issue de l'atelier de suivi-évaluation, un dispositif d'orientation, d'accompagnement et d'appropriation du projet est mis en place. Il s'agit de la création du Conseil des Baobabs composé de cinq femmes identifiées et retenues en fonction de leurs qualités intrinsèques et du degré de leur implication dans le projet. Une rencontre avec la ministre de la Promotion de la femme et de la famille du Cameroun a abouti à l'acceptation par la ministre d'une coopération étroite avec Fins-Wins, particulièrement dans le secteur de la formation. En août 2009, j'ai obtenu le prix de l'Action féminine 2009 décerné par l'Union des Femmes Africaines (UFA) de Belgique, pour récompenser les actions individuelles ou collectives, significatives en faveur des femmes au cours de l'année. Ce prix est venu récompenser les efforts consentis.

#### **Quels sont les autres projets à venir ?**

D'abord pérenniser ce projet qui connaît un engouement sur le terrain au niveau local. Il y a une importante liste d'attente de femmes, mais aussi d'hommes. En effet cinq hommes, choisis par les femmes, bénéficient de microcrédits. Ce projet apporte une réponse, alors que les politiques ne trouvent pas des stratégies adaptées et adaptables. En mai 2009, j'ai effectué une mission à Washington. J'ai soumis mon projet. À l'issue de ce voyage, FINS est devenu membre de l'Alliance globale (White Ribbon Alliance), mondialement connue pour son combat en faveur de la promotion et du plaidoyer pour la santé des femmes.

Mon projet vise à conscientiser les femmes sur leurs droits civiques et citoyens. Lors des élections, les femmes sont instrumentalisées. On a besoin de leurs voix et, une fois qu'elles sont acquises, on les oublie. Je développe le concept de femmes savantes et agissantes mais pour agir il faut savoir. Il faut travailler sur la sous-estimation des femmes, la reconnaissance de leur invisibilité, les conscientiser sur leurs droits fondamentaux en vue de renforcer leur citoyenneté et leur participation au processus démocratique.

En Belgique, je travaille sur la problématique des femmes migrantes au niveau local, j'anime également des conférences sur la solidarité internationale, l'apport dynamique du sud vers le nord. Les pays développés sont en réalité mal développés. La problématique des sans-abris, la marginalisation de certaines populations montre qu'il y a un espace à apporter en termes de réflexion pour créer des sociétés véritablement humaines. ■

**Contact : Femmes Interface Nord Sud - Women Interface North South - Siège social : Allée de la Peupleraie 36 - 1300 Wavre - Belgique. Tél : + 32 (0) 10 22 81 09 - GSM : + 32 (0) 487 608 229- Web site: [www.fins-wins.org](http://www.fins-wins.org)- Fax : + 32 (0) 10 88 10 53.**

Propos recueillis par  
Fatoumata Sidibé